

Ne compter que sur les mobilisations, Soutenir les salarié.es et collectifs en lutte

Le début du mois d'octobre a été marqué par le passage de la réforme de l'assurance-chômage. Les modifications des modalités d'accès à l'assurance chômage, comme celles du mode de calcul du salaire journalier de référence sont une catastrophe pour des milliers de chômeur.es – 1,2 millions de chômeur.ses perdant.es dont pas moins de 400 000 qui verraient leurs allocations baisser en moyenne de 40%. N'oublions pas au passage que les gouvernements nous vendaient une meilleure protection sociale en échange d'une plus grande flexibilité avec la loi Travail.

Grande promesse du quinquennat de Macron au patronat, cette réforme, qui passerait de manière définitive dans une période de campagne électorale, est à articuler avec la réforme des retraites qui reste dans les cartons du gouvernement et contribuerait à précariser davantage la population. Alors que la période est à l'inflation et l'augmentation du prix du gaz, lutter contre cette réforme est une nécessité absolue. D'ailleurs, les lieux de culture occupés pendant le mouvement du printemps dernier ont repris pour certains des AG et, dans certaines villes, s'efforcent de continuer à créer des convergences. Les manifestations contre le "pass sanitaire" ont aussi vu émerger, dans plusieurs villes, des collectifs de travailleur.ses de bars, de la restauration, des bibliothèques, de soignant.es, qui luttent pour leurs conditions de travail, contre la précarité et s'efforcent de créer du lien avec les contre-réformes du gouvernement, et notamment celle de l'assurance-chômage. En effet, si la réforme étend de manière criminelle la précarité, l'application du "pass sanitaire", que le gouvernement entend prolonger après le 15 novembre, a entraîné quant à elle la suspension d'un grand nombre de travailleur.es, comme dans la santé où elles s'évaluent entre 20 000 et 30 000 soignant.es.

La casse sociale est générale, tout comme le sont les luttes locales, donc. La grève reconductible des travailleur.ses de Transdev, et les premières convergences avec d'autres secteurs du service public des transports, comme la RATP, la SNCF ou Keolis sont aussi représentatives de ces luttes, qui ne demandent qu'à être étendues !

La période est donc sans conteste à la lutte, pour conserver les acquis des travailleur.es et les étendre, pour se battre contre toute forme de répression des salarié.es en lutte. Les organisations syndicales ont tout leur rôle à jouer dans la période, mais restent bien en deçà des enjeux. Au-delà des réponses sur le terrain juridique, il est nécessaire de soutenir les cadres de luttes auto-organisés, et d'organiser la riposte avec un véritable plan de bataille.

La situation sociale se marque ainsi par deux éléments centraux :

1) le gouvernement, loin de mettre en "pause" ses réformes, non seulement les maintient mais aussi en projette de nouvelles : c'est tout le sens des annonces de Macron le 12 juillet. Ainsi, aujourd'hui une nouvelle régression sur les retraites est par exemple dans le paysage : il est clairement de la responsabilité du mouvement syndical est de faire savoir qu'elle n'est ni amendable ni négociable, et de préparer les conditions d'une mobilisation d'ampleur en s'appuyant sur les secteurs les plus mobilisés... ce qui avait commencé à se faire le 05 décembre 2019 par exemple, du fait de la mise en place de nombreuses AG, posant la question d'une coordination nationale des AG.

2) un certain nombre de directions syndicales, dont celle de la FSU - Unité & Action comme EE - ont fait, concrètement et au-delà des effets de tribune plus ou moins radicaux, le pari de tenter de ressusciter une démarche d'alternance électorale et d'unité de la gauche au travers du collectif "Plus jamais ça" : celui-ci a toujours oscillé entre plateforme pour mener des luttes unitaires, et outil pour co-écrire un programme d'alternance électorale pour un.e candidat.e de gauche dans le cadre de

discussions avec des organisations politiques. Cette possibilité s'éloignant, on voit bien maintenant l'impasse de cette orientation subordonnant la nécessité des luttes aux rythmes des échéances électorales. A ce titre, il est indispensable d'analyser l'échec de la mobilisation du 5 octobre, organisée une nouvelle fois comme une date sans lendemain et qui ne peut être le départ de quelque chose que si elle s'inscrit dans une mobilisation à long terme, fondée à partir d'AG sur les lieux de travail et interprofessionnelles, à tous les niveaux ainsi qu'à partir du soutien aux collectifs qui se mobilisent dans les villes pour fédérer les luttes et organiser l'indispensable contre attaque.

Education

Dans l'éducation, la situation est aussi explosive et catastrophique. Dans plusieurs établissements de région parisienne mais aussi du Var, la rentrée a commencé par des mobilisations des personnels face à des conditions insupportables : des heures en moins dans les dotations horaires globales, des postes d'infirmier·es, d'AED, d'AESH non pourvus ont poussé les collègues à faire grève, à refuser de prendre leurs classes à la rentrée. Le lycée Paul Éluard à Saint-Denis, par manque de personnel, a même fermé sa cantine, qui permet à certain·es élèves d'avoir un seul vrai repas dans la journée. Comment faire fonctionner un lycée sans cantine, sans infirmier·e ? Comment accueillir les élèves en situation de handicap avec des AESH en nombre insuffisant et en charge de plusieurs élèves "grâce" aux PIAL ? Comment faire baisser les effectifs par classe avec des dotations horaires en constante diminution ?

Plus globalement en France, 1 800 postes du secondaire ont été supprimés cette année et 7 000 depuis le début du mandat de Macron. Dans de nombreuses académies, les contractuel·les proches de la CDIisation n'ont pas été renouvelé·es et de nouveaux ont été recruté·es, ou pas... Les organisations syndicales doivent exiger, a minima le réemploi de tous les personnels non-titulaires, mais aussi impulser et soutenir les luttes des personnels précaires, leur donner une visibilité.

Dans ce contexte, les contre-réformes Blanquer poursuivent leur destruction de l'école, du bac, de l'égalité... Le récent projet local d'évaluation finit de localiser l'enseignement en lycée et d'autonomiser les établissements. La loi Rhilac, adoptée en commission le 22 septembre, crée la fonction de directeur·trice d'école ayant autorité sur les enseignant·e et vise à abolir de fait le caractère collégial et démocratique du conseil des maître·sses.

En dépit de ces conditions de travail dégradées, la grève du 23 septembre a été un échec. La grève de 24h sur des revendications fourre-tout ne mobilise pas les personnels car elle ne permet pas de construire un rapport de force à la hauteur des attaques, au contraire des actions de grève reconductible sur des revendications précises portées par les assemblées générales locales, les plus actives et coordonnées entre elles.

Face à ces différents reculs, il faut cesser immédiatement d'en "négocier" les conditions et porter des revendications claires et fondées sur ce que demande la base :

- retrait des réformes Blanquer,
- retrait de la loi Rilhac, de l'expérimentation de Marseille,
- retrait du projet local d'évaluation, en refusant les hiérarchies intermédiaires,
- retour à un bac national avec des épreuves terminales.

Combattre toutes les oppressions dans la rue

Combattre l'extrême droite

Les mobilisations récentes ont aussi porté haut les revendications contre l'extrême-droite. Si les manifestations contre le "passe sanitaire" ont été et sont clairement protéiformes, il n'en reste pas moins qu'elles ont donné lieu dans de nombreuses villes à des clarifications des revendications et des luttes, parfois violentes, contre les groupes d'extrême droite. C'est dans la rue, aussi et surtout, que l'extrême droite doit se combattre et les organisations syndicales doivent prendre en charge la lutte contre le racisme, l'islamophobie et toutes les autres idées d'extrême droite partout où elles se développent. Laisser la rue à l'extrême droite, quand elle y est, c'est aussi renoncer à porter nos idées et revendications là où elles ont justement des chances d'être entendues, sans condamner, trop vite, un mouvement et les individus qui y prennent part.

L'extrême-droite (RN comme Zemmour) est en situation d'avoir un succès électoral, et en tout cas voit ses idées polariser le débat politique dans le cadre de la pré-campagne présidentielle. Mais la

lutte contre elle doit être concrète : en mettant sur le devant de la scène les questions sociales, écologiques et démocratiques (comme par exemple contribue à le faire l'appel pour un réseau "éco-syndicaliste", voir à la fin de cette contribution)... **autrement dit, combattre la politique de ce gouvernement.** Se borner à une lutte contre l'extrême-droite en prétendant voir le fascisme derrière des aides-soignantes manifestant le samedi, en se contentant de stages syndicaux entre convaincu.es... et au final en faisant comprendre plusieurs mois avant l'élection qu'il sera indispensable de voter Macron au second tour pour défendre la "démocratie" contre le "fascisme"... est au mieux contre-productif, mais probablement constitue un renoncement à lutter sur le terrain quotidien en lui disputant le monopole de la contestation intransigeante.

Féminisme

La question de la lutte contre les dominations systémiques, notamment le patriarcat, continue de se poser dans divers pays, et y compris parfois sous des formes inattendues. Ainsi, en France, le rapport Sauvé pointe du doigt une réalité massive : l'Eglise catholique, de tout temps liée aux oppressions et à la domination de classe, ouvertement structurée sur la base du patriarcat et de la domination masculine, est à l'origine de violences sexuelles massives. Son discrédit actuel, pleinement mérité et reflet de sa nature profonde et non pas de dérives individuelles, est le reflet d'une révolte de plus en plus forte contre ces dominations qui aujourd'hui sont de moins en moins tolérées.

La question de la date de la manifestation contre les violences faites aux femmes (traditionnellement le 25 novembre) a fait ré-émerger dans les milieux féministes la question de la démocratie dans le mouvement. Si le mouvement est protéiforme et divisé, la dynamique engagée ces dernières années, notamment à partir du mouvement "Me Too", doit faire réfléchir davantage à la construction d'un mouvement qui puisse prendre appui sur les collectifs auto-organisés et rendre possible une démocratie à tous les niveaux. Les organisations syndicales ont un rôle à jouer dans ce contexte, pour médiatiser, au plus tôt, la question de la grève féministe, à partir d'un travail de terrain autour des travailleur.se.s, mais aussi pour soutenir l'auto-organisation partout où elle se développe.

International

La pré-campagne présidentielle est le théâtre d'expressions alimentant les théories du conflit civilisationnel. De la campagne gouvernementale sur une interprétation dévoyée de la laïcité aux déclarations d'Eric Zemmour sur l'immigration, le nationalisme, le culturalisme voire le racisme, sont à l'honneur.

Les vociférations médiatiques de certaines personnalités ne doivent pas détourner notre attention des transcriptions institutionnelles de ces idées qui attaquent les personnes dans la vie réelle. Ces attaques ont un impact bien plus grand que celui des groupuscules d'extrême droite à qui ce climat profite - de manière encore limitée.

Du refus d'accueillir les exilé.es d'Afghanistan au durcissement de la délivrance des VISA pour les personnes venant du Maghreb, en passant par l'autorisation du Conseil constitutionnel de dissolution du CCIF et de Barakacity ou l'arrestation à Montpellier de militants sans papiers se rendant au contre sommet de la Françafrique, des pans entiers de l'Etat participent actuellement à la transcription des idées nauséabondes dans la réalité à grande échelle.

La FSU doit reconnaître le renforcement du racisme d'Etat en pointant l'impérialisme français comme pilier de ce racisme : conflit civilisationnel pour justifier la projection des forces militaires françaises en Afghanistan, en Afrique... etc. Elle doit notamment demander l'abandon de la dissolution du CCIF et de BarakaCity, l'arrêt des interventions impérialistes de la France et l'accueil des exilé.es qui en subissent les conséquences.

Sur un autre plan, la FSU doit aussi s'engager pour la défense des militant.es du mouvement social exposé.es à la répression en dehors de la France en se préparant à participer aux campagnes de soutien, y compris matériellement. Emancipation attire, à l'occasion du CDFN, l'attention sur la persécution des militants sociaux en Argentine. Notamment sur la situation de Daniel Ruiz et de Sebastian Romero, syndicalistes respectivement emprisonné et en résidence surveillée pour avoir

participé aux manifestations contre la réforme des retraites du gouvernement de Mauricio Macri en décembre 2017. Le 18 octobre, une action est prévue à Buenos Aires pour l'acquittement de Daniel Ruiz et la libération immédiate de Sebastian Romero. La FSU pourrait à cette occasion relayer la campagne de la CSP-Conlutas et ses syndicats, mais aussi celle du réseau syndical international de solidarité et de lutte :

- Pour l'acquittement de Daniel Ruiz et Cesar Arakaki lui aussi incriminé.
- Pour la sortie immédiate de Sebastian Romero !
- Se battre est un droit ! Non à la criminalisation des luttes.

Écologie

Les mobilisations écologiques, impulsées notamment par une jeunesse très consciente des catastrophes du capitalisme sur l'environnement, appellent à être développées largement. L'émergence d'un éco-syndicalisme devient, dans la période une nécessité pour porter haut les revendications environnementales et créer, partout, des résistances et ripostes à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi Emancipation soumet, à l'occasion du CDFN, cet appel pour un réseau éco-syndicaliste, appelé à être signé largement (il l'est déjà par des syndicalistes CGT, Solidaires, FSU).

Écrire en lettres d'imprimerie ¶		1 an = 10 numéros ¶							
Nom et prénom :		<table border="1"> <tr> <td>Abonnement de soutien ¶ (salaire mensuel supérieur à 2200 €)</td> <td style="text-align: right;">65 €</td> </tr> <tr> <td>Abonnement</td> <td style="text-align: right;">45 €</td> </tr> <tr> <td>Abonnement à tarif réduit ¶ (revenu mensuel inférieur à 1300 €)</td> <td style="text-align: right;">23 €</td> </tr> </table>		Abonnement de soutien ¶ (salaire mensuel supérieur à 2200 €)	65 €	Abonnement	45 €	Abonnement à tarif réduit ¶ (revenu mensuel inférieur à 1300 €)	23 €
Abonnement de soutien ¶ (salaire mensuel supérieur à 2200 €)	65 €								
Abonnement	45 €								
Abonnement à tarif réduit ¶ (revenu mensuel inférieur à 1300 €)	23 €								
Adresse :									
Code postal :	Ville :								
Adresse mel :									
Je m'abonne à la tribune de libre expression ¶ <i>L'Émancipation syndicale et pédagogique ¶</i>									
<input type="checkbox"/> Abonnement >> > <input type="checkbox"/> Réabonnement > ¶		Envois doubles : ajouter 10 € ¶ <i>Envois pour diffusions, étudiantEs, chômeurs, chômeuses, précaires : nous contacter.</i>							
Montant de mon abonnement :									
Je soutiens L'Émancipation syndicale et pédagogique ¶									
<input type="checkbox"/> En participant à la souscription permanente ¶		Notre revue est ouverte à toutes celles et ceux qui partagent nos objectifs et s'inscrivent dans nos références, ainsi qu'aux collaborateurs et collaboratrices occasionnelles que nous pourrions solliciter. ¶ Les articles sont écrits sous la responsabilité de leurs auteurEs. Seuls ceux signés "L'Émancipation syndicale et pédagogique" engagent l'ensemble de la revue.							
Montant de ma participation :									
J'adresse mon chèque à Pierre Stambul, 27 promenade du grand large, 13008, Marseille ¶ (chèque à l'ordre des Amis-e-s de l'Émancipation) ¶ ou j'effectue un virement sur le compte Les Amis-e-s de l'Émancipation (Caisse d'épargne) ¶ IBAN : FR76 1131 5000 0108 0058 8034 722 ¶ Pour joindre le trésorier : pierre.stambul@orange.fr									

La planète brûle... et la société aussi ! Appel pour un réseau éco-syndicaliste

Chaque jour les effets du "dérèglement climatique" sont de plus en plus visibles notamment avec la multiplication des catastrophes environnementales. Ils s'ajoutent à l'épuisement progressif des ressources naturelles, aux pollutions de toutes natures, à l'affaiblissement de la biodiversité et à la dénaturation des équilibres au sein des écosystèmes. L'Humanité qui a longtemps pensé pouvoir régenter ces équilibres soumet les conditions de la vie sur la planète à des dégradations irréversibles, aux effets désastreux, y compris favoriser l'épidémie de Covid et ses conséquences sanitaires sociales et économiques.

Une telle situation n'a rien d'une fatalité liée à une nature humaine intrinsèquement destructrice. Elle résulte en grande partie du modèle de production "industrialisation-financiarisation-mondialisation" capitaliste. Une poignée de possédant.es ou de trusts s'approprient de plus en plus de moyens de production et d'échange, les délocalisent, s'accaparent sans limites, ni contrôle les énergies fossiles et nucléaire, pillent et gâchent les ressources naturelles.

Iels continuent d'opposer à la dénonciation des crises structurelles du capitalisme, le mythe du progrès, comme croissance "infinie" des productions et des technosciences, en fonction du profit maximal attendu au lieu de leur utilité sociale et écologique. Cette course aux profits passe par l'oppression des peuples autochtones et de leur mode de vie, par la régression sociale, par l'exploitation de plus en plus violente des travailleurs -ses condamné.es à perdre leur vie à mal la gagner et réduit.es à une consommation "de masse" dictée par les médias et les pouvoirs au service des multinationales.

Des résistances à ce système productiviste et extractiviste se développent : luttes populaires pour la préservation des terres et des forêts, mouvements pour la "justice environnementale", ZAD et JAD (Jardins à défendre), lutte éco-féministes, gilets jaunes...

Ces mobilisations impliquent souvent les plus exploité.es et dominé.es, qui subissent le plus la dégradation environnementale : peuples des pays pauvres, jeunes, précaires, femmes, populations racisées subissant les séquelles du colonialisme et du racisme. Elles se fondent aussi sur l'auto-organisation des opprimé.es, montrant leur potentiel émancipateur et défiant des pouvoirs en place de plus en plus autoritaire" (comme la 5^e République en France). Car aujourd'hui la politique de plus en plus brutale et cynique des gouvernements capitalistes ne peut s'imposer que par le recours à des méthodes de plus en plus répressives. Mais si ces mobilisations permettent localement de préserver et se réapproprier le cadre de vie, et si elles commencent à se coordonner, elles ne permettent pas, à elles seules de s'attaquer au cœur économique du système et font encore trop souvent abstraction des problématiques sociales.

Le syndicalisme est plus ancré sur les lieux de travail. Depuis ses origines il pose la question de l'expropriation des grands groupes capitalistes et de la gestion démocratique de la production par la population, par les assemblées de travailleur.es, pour produire de façon organisée, rationnelle et planifiée en fonction des seuls besoins populaires et de l'économie de la ressource. Les grandes luttes syndicales et les épisodes révolutionnaires, comme la Commune de Paris, ont permis d'indéniables avancées. Mais le syndicalisme aussi connaît des difficultés : il s'est en partie intégré à l'ordre social, il s'est bureaucratisé et beaucoup de ses responsables ont renoncé à transformer en profondeur la société.

C'est dans les entreprises que nous devons affronter les conséquences du productivisme : amiante, pollution chimique, air pollué, ondes électromagnétiques, énergie nucléaire... Ce sont d'abord les ouvrier·es qui meurent des cancers professionnels liés aux produits chimiques... Pourtant même quand il n'éluide pas délibérément les évolutions rendues indispensables par les urgences écologiques (nucléaire, chimie, transport...), le syndicalisme a du mal à intégrer les réponses environnementales dans ses revendications. Il a aussi largement perdu le contact avec les travailleur.es les plus pauvres et les plus précaires. Pour autant, lui aussi est traversé par des évolutions encourageantes : l'apparition régulière de structures d'auto-organisation des luttes, d'AG de base souveraines qui se coordonnent, qui organisent la solidarité collective. Les exemples abondent dans les mobilisations de ces dernières années, jusqu'à

l'apparition de grèves dans des entreprises employant massivement des jeunes, des précaires et des femmes (luttés d'Ibis Batignolles, de Chronodrive, du nettoyage à Jussieu, des travailleurs -ses saisonnier.es...).

Ces mouvements sur la fin du monde et la fin du mois seront de plus en plus appelés à converger dans une même lutte anticapitaliste. Ils sont porteurs d'une même remise en cause de la société, d'une même exigence de réponses à la crise écologique et ils concernent en premier lieu les mêmes secteurs de la population : le monde du travail, et en particulier ses parties les plus fragilisées dans le système actuel (chômeurs·ses, précaires, intérimaires, travailleur·ses exilé·es...), les jeunes, les femmes... Iels ont le même refus du repli sur les comportements individuels, des manœuvres de récupération de prétendant.es au pouvoir ou de toute réponse technocratique et institutionnelle... qui se situeraient dans le cadre du système (capitalisme vert, green washing, "Green deal", croissance verte...).

Pour favoriser ces convergences, nous appelons à constituer un réseau "éco-syndicaliste".

Pas pour fonder une nouvelle structure, mais au contraire pour irriguer de nos réflexions et expériences les organisations existantes. Nous souhaitons, par delà nos différences et divergences, dans le respect de notre diversité et sans hégémonisme, pouvoir confronter nos expériences et pratiques militantes, élaborer des réponses, selon les axes ci dessous, qui peuvent être précisés ou complétés :

- En commençant par soutenir et faire connaître les expériences de convergences existantes, fondées sur l'auto-organisation, comme récemment, à la raffinerie de Grandpuits, la lutte syndicale pour l'emploi dirigée par une AG de travailleur.es en grève reconductible, rejointe par des associations écologistes, pour porter un projet écologique et social opposé à celui de Total.

- En ayant l'objectif de faire converger le plus possible les mobilisations éco-syndicalistes, mais aussi les luttes éco-féministes, des jeunes et associations pour le climat, des travailleurs qui reprennent en autogestion leur outil de travail, du mouvement coopératif....

- En explorant avec les travailleurs -ses et les syndicats concernés et avec les associations de défense de l'environnement et les usagers, les débouchés éco-syndicalistes des luttes des secteurs directement impactés par les questions écologiques. Il en est ainsi des centaines de milliers de travailleurs -ses des déchets, du nettoyage, du BTP, des usines Seveso, de l'énergie, de l'agro alimentaire, des transports...

- Et faisant soutenir et étendre ces mobilisations par les syndicats et associations qui n'en sont pas encore partie prenante, en veillant à ce que les déclarations comme "Plus jamais ça", impliquent un travail de convergence dès le niveau local, avec les habitant.es, sur des objectif précis.

- En osant débattre de nos différences sur le nucléaire, la croissance, la reconversion écologique, la taxe carbone, les nouvelles formes de luttes issues de la désobéissance civile, le revenu garanti, le protectionnisme et les normes sociales et environnementales à imposer, sans préalables, mais avec la volonté de trouver des solutions nouvelles et adaptées à la crise du productivisme et de l'État providence. Nous devons nous saisir de ces perspectives pour en finir avec la culture productiviste.

- En rendant accessibles et en popularisant des outils pour promouvoir l'éco-syndicalisme, comme les diagnostics d'impact environnemental et des outils de formation (modules, podcasts, stages...), à la réalisation desquels seront associé.es des travailleurs·ses de l'éducation populaire, de l'éducation nationale, des associations de défense de l'environnement, du mouvement coopératif et mutualiste.....

Proposition est faite de diffuser largement cet appel pour signature (de structures, comme d'individus), en vue de tenir une première réunion de mise en place de ce réseau éco-syndicaliste, qui en fixera collectivement et consensuellement les objectifs et les modalités de fonctionnement.

Nom, prénom.....

Engagement(s) syndical, associatif.....

Adresse ou mel
.....

Pour renvoyer l'appel signé individuellement, pour les signatures de structures, ou pour tout contact :

mel : eco-syndicalistes@riseup.net

ou adresse postale : réseau éco-syndicaliste, EDMP, 8 impasse Crozatier 75012 PARIS.